



## Séance ordinaire du jeudi 1 juin 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le premier juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Sébastien COTE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Hervé MARTIN, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Luc ALBERNHE, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI**

## **Aménagement durable - Extension de l'hôpital Saint-Eloi - Déclaration de projet - Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération de son Conseil de Surveillance en date du 30 mars 2022, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier a engagé une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier. Inscrite dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de son « *livre blanc pour la modernisation et la transformation de notre hôpital universitaire* », cette procédure a pour objet de permettre la réalisation du projet d'extension du bloc opératoire du pôle digestif de l'hôpital Saint-Eloi.

En l'espèce, le projet vise l'adaptation du bloc opératoire du pôle digestif de l'hôpital Saint-Eloi afin de développer son activité interventionnelle, d'optimiser son fonctionnement et d'améliorer les conditions d'accueil des patients et de travail du personnel. Dans cette perspective, une extension d'environ 2 000 m<sup>2</sup> de surface dans œuvre (SDO) est envisagée : elle permettra la création de nouvelles salles (accueil, consultation et opération) et le transfert de l'endoscopie digestive, actuellement trop éloignée du bloc opératoire.

Ce projet présente un caractère d'intérêt général dans la mesure où il participe très directement à l'amélioration des équipements sanitaires et hospitaliers régionaux et de la santé publique. Il permet au pôle digestif du CHU de développer son activité et d'améliorer l'accueil des patients tout en mettant les bâtiments en conformité avec les règles sanitaires et les besoins sanitaires. Sa réalisation permet une amélioration générale des soins pour le patient.

Les études préalables ont mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de la Ville de Montpellier applicables au site ne sont pas compatibles avec le projet. Le site d'extension est en effet concerné par deux espaces boisés classés (EBC) inscrits sur le plan de zonage du PLU de Montpellier, espaces inconstructibles qui ne permettent pas aujourd'hui la réalisation du projet. La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de supprimer ces deux EBC, représentant une surface de 1 075 m<sup>2</sup>.

Conformément aux dispositions des articles R.104-28 à R.104-32, la procédure de déclaration de projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale. Par décision en date du 22 juin 2022, la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Occitanie a décidé que le projet de mise en compatibilité du PLU de Montpellier pour l'extension du pôle digestif de l'hôpital Saint-Eloi n'était pas soumis à évaluation environnementale, considérant notamment que ces espaces boisés présentaient une végétation dégradée, sans arbres remarquables ni sujets caractéristiques au regard des espaces boisés environnants.

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une réunion d'examen conjoint a eu lieu le 21 juillet 2022 en présence des représentants de l'Agence Régionale de Santé, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 34), du Conseil départemental de l'Hérault, de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Le projet, tel que présenté lors de cet examen conjoint, a donné lieu à un avis favorable des participants.

Une enquête publique a été conduite du 9 janvier 2023 au 10 février 2023 inclus et a porté à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU de Montpellier qui en est la conséquence.

Aucune observation n'a été portée sur le registre papier ni le registre dématérialisé.

Constatant le bon déroulement de l'enquête et au vu des réponses apportées par le CHU, maître d'ouvrage du projet, le Commissaire Enquêteur a remis le 27 février 2023 son rapport et ses conclusions motivées et a émis un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article R.153-16 du Code de l'urbanisme, le CHU a soumis pour avis, à Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint et sollicite désormais l'approbation de la mise en compatibilité du PLU.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de mise en compatibilité du PLU de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport et Conclusions du commissaire enquêteur du 27 fev 2023.pdf
- Extrait Zonage avantaprès mise en comptabilité PLU.pdf
- Notice présentation mise en comptabilité du PLU.pdf
- Compte-rendu PPA 21 07 2022 VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.